

E-BULLETIN DE L'UIP

N°12 – 15 octobre 2012

L'Assemblée de l'UIP se concentrera sur la protection de la diversité – La nécessité de protéger la diversité sous toutes ses formes sera le thème central de la [127^{ème} Assemblée de l'UIP](#) qu'accueillera le Parlement canadien dans la Ville de Québec. La protection de la diversité religieuse en particulier est le sujet de l'un des trois points d'urgence soumis aux Membres de l'UIP pour action future. Ce point, proposé par les Emirats arabes unis, appelle notamment à l'adoption d'un accord international incriminant la diffamation des religions. La Syrie et le Mali ont soumis des points d'urgence, l'un sur la violence à l'encontre des chrétiens et autres minorités en Syrie, et l'autre sur la situation sécuritaire et institutionnelle au Mali. La décision sur le choix d'un de ces points d'urgence pour débat à l'Assemblée sera prise le jour de l'ouverture de la conférence.

La 127^{ème} Assemblée, qui se déroulera du 21 au 26 octobre, devrait accueillir quelque 1 300 participants, dont des parlementaires de plus de 120 parlements nationaux et régionaux membres de l'UIP, des observateurs et des représentants d'organisations internationales. Elle sera officiellement ouverte par le Gouverneur général du Canada David Johnston lors d'une cérémonie d'inauguration à laquelle participeront le Président de l'UIP, M. Abdelwahad Radi, les Présidents des deux chambres canadiennes, M. Andrew Scheer et M. Noël A. Kinsella, ainsi que le Vice-Secrétaire général de l'ONU M. Jan Eliasson.

Au cours de cette assemblée très fertile en événements se tiendront plusieurs réunions-débats sur des thèmes relatifs à l'utilisation des médias sociaux pour accroître la participation des citoyens et améliorer la démocratie, la consolidation de la paix après un conflit, le commerce équitable et les mécanismes novateurs de financement pour un développement durable ainsi qu'un débat sur le thème 'Les Nations-Unies prennent-elles la démocratie suffisamment au sérieux ?'

Plusieurs séances organisées par le Groupe du partenariat entre hommes et femmes de l'UIP déboucheront sur l'adoption d'un plan d'action pour rendre les parlements plus sensibles aux questions de genre. Ce plan d'action s'attachera à renforcer la présence des femmes non seulement dans les parlements, mais aussi dans leurs instances dirigeantes. Il se préoccupera en outre de répondre aux difficultés que rencontrent les femmes parlementaires et les employées des parlements dans un cadre de travail à prédominance masculine.

Le Comité sur les questions relatives au Moyen orient et le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP se réuniront en parallèle à l'Assemblée, et des résolutions sur différentes affaires relatives aux droits de l'homme seront soumises pour approbation par le Conseil directeur.

Mission de l'UIP en Libye – Une mission de l'UIP a tenu des réunions de haut niveau avec les autorités libyennes sur l'aide que l'Organisation pourrait apporter à ce pays d'Afrique du Nord pour le rétablissement d'un parlement pleinement opérationnel et effectif. Cette mission fait suite à une demande adressée dans ce sens au Secrétaire général de l'UIP, Anders B. Johnsson, par les autorités libyennes. Au cours de cette mission de trois jours, l'UIP a rencontré le Président libyen Mohamed Yousef El-Magariaf, le Ministre des affaires étrangères par intérim Abdel Aziz, ainsi que le Secrétaire général et 17 parlementaires élus cet été au Congrès national général. La mission et l'assistance qui s'ensuivra vont revitaliser les liens entre l'UIP et le Parlement Libyen, qui est devenu membre de l'Organisation en 1958. L'UIP a apporté un premier soutien au CNG et à ses

membres sous la forme d'une dotation en publications clés et outils de recherche pour aider les parlementaires à s'acquitter de leur fonction.

Des Présidentes de parlements s'engagent en faveur de l'Initiative de New Delhi pour des parlements sensibles au genre

– Des présidentes de parlements du monde entier se sont engagées à agir plus vigoureusement pour renforcer la présence des femmes dans les parlements et dans leurs instances dirigeantes. En adoptant l'Initiative de Delhi pour des parlements sensibles au genre à l'issue de trois jours de réunion organisée par le Parlement indien début octobre, les 13 présidentes présentes ont reconnu avoir un rôle de premier plan dans les initiatives visant à rendre les parlements et la société plus sensibles aux questions de genre et aux besoins qui en découlent.

Constatant que la sous-représentation des femmes au Parlement perdurait, avec une moyenne mondiale qui ne dépasse pas 20 pour cent, l'initiative a mis en évidence le besoin d'agir en priorité pour renforcer la présence des femmes dans les parlements et dans leurs instances. A travers cette initiative, les présidentes se sont engagées notamment à privilégier l'égalité hommes-femmes dans les ordres du jour parlementaires, à améliorer le cadre de travail dans les parlements et à mettre en place des actions pour que la responsabilité de parvenir à l'égalité des sexes soit entièrement partagée avec les hommes. Une série de mesures dans ce sens ont été identifiées, notamment l'adoption de plans d'action en faveur de lois électorales et de mesures temporaires spéciales de nature à accroître la présence des femmes au Parlement. Les présidentes ont réfléchi aussi à leur rôle dans le mentorat de ces femmes, tant celles qui sont déjà parlementaires que celles qui aspirent à le devenir. Cette Initiative de New Delhi précède un plan d'action sur les parlements sensibles au genre, qui sera adopté à la 127^{ème} Assemblée de l'UIP, à Québec au Canada.

L'UIP intensifie ses initiatives pour renforcer le Conseil législatif palestinien

– L'UIP va envoyer cette semaine une mission d'experts à Ramallah, en Cisjordanie, afin d'y effectuer une évaluation de la sécurité du Conseil législatif palestinien (CLP) dans le cadre d'un programme de soutien visant à établir un parlement moderne et efficace en vue de la reprise future de ses fonctions. Le Conseil législatif palestinien n'a pas pu se réunir depuis 2007 du fait des tensions politiques et de la détention d'un grand nombre de parlementaires palestiniens en Israël, mais il dispose d'un secrétariat opérationnel. L'évaluation de la sécurité effectuée cette semaine définira les mesures à prendre pour s'assurer que le bâtiment du CLP permet aux parlementaires, au personnel, aux médias et au public d'interagir dans un cadre sécuritaire.

Ceci fait suite à une autre mission d'experts de l'UIP menée il y a une semaine, qui s'est attachée à examiner la manière d'améliorer les règles et pratiques internes du CLP dans le but de l'aider à adopter des méthodes de travail plus fluides et transparentes, à renforcer ses fonctions législatives et de contrôle et à renforcer son obligation de rendre compte. La mission contribuera aussi à clarifier les rôles et les responsabilités des parlementaires et leur relation avec le gouvernement.

Ces deux missions font partie d'un programme conjoint UIP-PNUD de soutien au CLP.

Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires, nouveau guide de l'UIP à l'usage des parlementaires

- [Ce nouveau guide de l'UIP](#), consacré à la non-prolifération et au désarmement nucléaires, est un outil pratique de soutien à l'action des parlementaires pour freiner la course aux armements et réduire les menaces nucléaires. Il a été réalisé avec l'aide d'experts du World Future Council et l'organisation Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement. Il marque l'initiative la plus récente de l'UIP en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires à travers le soutien aux parlementaires dans leurs activités de protection des citoyens et des générations futures.

Les parlements jouent un rôle essentiel dans l'élimination des armes nucléaires au niveau mondial par l'adoption de lois et la ratification de traités, la maîtrise des dépenses militaires et l'examen des politiques nationales en matière de sécurité. Cette question étant cependant souvent éloignée des préoccupations quotidiennes des parlementaires, ce guide leur offre une vision pragmatique du désarmement à travers 70 recommandations leur permettant de prendre des mesures dans leurs pays respectifs. Le lancement officiel du guide aura lieu à la 127^{ème} Assemblée de l'UIP à Québec au Canada, au cours d'une réunion plénière spéciale en présence du Secrétaire exécutif de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Tibor Tóth.